



**NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Vingt-huitième réunion du Comité d'experts

***Réunion du Comité d'experts de la deuxième réunion
annuelle conjointe de la Conférence des ministres de
l'économie et des finances de l'UA et de la Conférence
des ministres africains des finances, de la planification et
du développement économique de la CEA***

*Le Caire (Égypte)
2-5 juin 2009*



**COMMISSION DE L'UNION
AFRICAINNE**

Quatrième réunion du Comité d'experts



*Distr.: GÉNÉRALE
E/ECA/COE/28/2
AU/CAMEF/EXP/2(IV)
Date: 13 mai 2009*

**FRANÇAIS
Original: ANGLAIS**

Aperçu des conditions économiques et sociales en Afrique en 2008

A.	Introduction	1
B.	Évolution de l'économie mondiale	1
C.	Performance économique globale en Afrique	3
	• Le taux de croissance économique de l'Afrique a baissé en 2008	3
	• La performance de la croissance continue de varier selon les sous-régions et les pays	4
D.	Les déséquilibres macroéconomiques sont largement dus aux chocs sur les prix des produits de base	6
	• Les déficits budgétaires se creusent dans les pays importateurs de pétrole	6
	• L'Afrique a connu des taux d'inflation élevés en 2008.....	7
E.	Les déséquilibres extérieurs se sont accentués dans la plupart des pays africains	8
	• Évolution de la balance des paiements	8
	• Volatilité plus forte des taux de change en 2008.....	9
	• Nécessité pour l'Afrique de mobiliser des ressources intérieures et extérieures afin de stimuler la croissance	11
F.	Tendances du développement social.....	12
	• Pauvreté et emploi	12
	• Éducation : Accroissements remarquables des taux d'inscription dans le primaire	13
	• Santé : Progrès contrastés dans la lutte contre le VIH/sida et d'autres épidémies et dans la réduction des taux de mortalité infanto-juvénile et maternelle	14
G.	Les perspectives de croissance pour 2009 s'assombrissent à mesure que la récession mondiale s'accroît	16
H.	Conclusions et principales questions de politique générale	17
	Bibliographie	19

A. Introduction

1. La performance économique en Afrique s'est ralentie en 2008 et devrait, selon les projections, se ralentir davantage en 2009. La mauvaise conjoncture économique de l'Afrique est due à la turbulence financière qui a commencé aux États-Unis et s'est propagée à la plupart des pays du monde. Malgré cette baisse, on note pour l'ensemble du continent, une amélioration des soldes budgétaires et de la balance des comptes courants ainsi qu'une augmentation des taux de l'épargne intérieure et de l'investissement, en raison essentiellement de la flambée des cours des produits de base durant la première moitié de 2008. Le taux d'inflation moyen de l'Afrique a considérablement augmenté, ce qui est préjudiciable à la stabilité économique et à la sécurité alimentaire dans de nombreux pays. Qui plus est, la performance économique, qui est essentiellement tirée par les revenus provenant des exportations de pétrole et de minéraux des pays riches en ressources, masque des écarts considérables entre les pays et n'est pas suffisante pour permettre à l'Afrique d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

2. Le continent a besoin de prendre des mesures à court terme pour faire face aux effets économiques et sociaux défavorables du ralentissement économique mondial ainsi que des mesures à long terme pour accélérer et maintenir la croissance reposant sur une large base et réduire sa vulnérabilité aux chocs extérieurs. Si les prix des produits alimentaires ont baissé, ils demeurent néanmoins supérieurs aux niveaux historiques dans certains pays et de nombreux pays africains sont toujours confrontés à des pénuries alimentaires de plus en plus graves dues à des contraintes au niveau de la production et à une planification et une aide d'urgence insuffisantes. En plus de la baisse des cours des produits de base, le ralentissement des flux de capitaux publics et privés menace les réalisations récentes de beaucoup de pays africains sur les plans de la gestion macroéconomique et des dépenses publiques et compromet les progrès vers la réalisation des OMD.

B. Evolution de l'économie mondiale

3. En 2008, la bulle immobilière aux États-Unis a éclaté et les effets se sont propagés rapidement au reste du monde à travers le réseau financier mondial. La crise du crédit qui s'en est suivie a fait que les banques sont devenues plus réticentes à se prêter mutuellement de l'argent et à en prêter aux consommateurs, ce qui a débouché sur un tarissement des liquidités tandis que les perceptions de risque s'accroissaient. La perte de trillions de dollars a entraîné une baisse des dépenses des ménages sur les biens durables ainsi que des investissements des entreprises (ONU, 2009).

4. La croissance mondiale a baissé, passant de 3,7% en 2007 à 2,5% en 2008 et on s'attend à une récession mondiale en 2009, avec des taux de croissance négatifs importants dans les pays industrialisés. L'économie américaine est en récession depuis la fin de 2007. Dans la zone Euro, au Japon et au Royaume-Uni, le produit intérieur brut (PIB) devrait reculer de plus de 2% en 2009. La situation qui amène à s'attendre à ce que tous les principaux pays industrialisés entrent en récession en même temps, est en elle-même inédite (FMI, 2009a).

5. De fait, toutes les régions en développement ont été touchées par les crises, la croissance se ralentissant déjà en 2008. Pour 2009, on s'attend à un ralentissement plus prononcé qui sera causé par la baisse aussi bien de la demande extérieure qu'intérieure. Pour la plupart des régions en développement, notamment l'Asie, on prévoit une croissance substantielle du PIB pour 2009, mais les projections de croissance ont été constamment révisées à la baisse depuis le début de 2009 et certains pays tels que le Mexique et la Russie devraient enregistrer une baisse du PIB (FMI, 2009a). Il importe de noter que les faits économiques survenus durant le premier trimestre de 2009 et l'incertitude qui entoure le montant et l'efficacité des divers plans de relance rendent les projections

très hasardeuses. Il existe un risque considérable de baisse, du fait de la récession mondiale sévère et de la diminution plus forte de la croissance du PIB dans la plupart des régions.

6. La crise financière et la récession mondiale auront des effets marqués sur la balance des comptes courants et sur les soldes budgétaires. Le Japon et les pays asiatiques en développement, dont la Chine, ont vu leur excédent des comptes courants diminuer en 2008 tandis que le petit excédent enregistré par l'Amérique latine s'est transformé en un léger déficit. Les excédents des comptes courants des pays du Moyen-Orient ont également diminué, en raison de la chute des cours du pétrole. L'Afrique est l'une des régions où l'excédent des comptes courants a considérablement augmenté en 2008, à partir de niveaux initiaux faibles cependant. Le solde budgétaire s'est détérioré dans l'ensemble des pays industrialisés et dans tous les grands pays et régions. Cela résultait essentiellement de la baisse des recettes due au ralentissement de la croissance et à l'augmentation des dépenses publiques à mesure que les pays s'évertuaient à atténuer les effets économiques et sociaux de la crise financière (ONU, 2009).

7. Les cours des produits de base se sont stabilisés après une baisse rapide durant la seconde moitié de 2008. Les prix tant des produits alimentaires que des minéraux avaient atteint des niveaux plafonds à long terme au milieu de 2008. La forte augmentation des cours des produits de base a pris fin au milieu de 2008 à mesure que l'offre a commencé à répondre à la très forte hausse des prix et que la demande baissait en raison du ralentissement économique mondial. À la fin de 2008, la plupart des produits de base avaient perdu tous les gains réalisés durant la flambée des cours, encore que certains cours aient commencé à remonter légèrement au début de 2009. Les cours du pétrole se sont en général stabilisés et ils devraient augmenter lentement en 2010.

8. L'inflation moyenne mondiale a augmenté, passant de 3,5% en 2007 à environ 6% au milieu de 2008, le taux le plus élevé atteint depuis la fin des années 90. Comme la demande mondiale reculait du fait de la crise financière, les cours de la plupart des produits de base ont cependant baissé, atténuant les pressions inflationnistes dans le monde. En conséquence, du fait que le chômage a progressé et que les hausses des salaires ont été maîtrisées, on s'attend à ce que les taux d'inflation pour 2009 retournent à leur niveau de 2007 dans la plupart des régions. C'est ce qui a poussé la plupart des pays industrialisés comme les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni à assouplir leur politique monétaire et à fixer des taux d'intérêt nuls voire proches de zéro (BCE, 2009).

9. Le commerce mondial, l'investissement étranger direct (IED) et les transferts de fonds ont poursuivi leur croissance en 2008 mais seront également touchés par la récession en 2009. La croissance du commerce mondial s'est ralentie en 2008, à la suite du ralentissement de la demande dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et des difficultés de plus en plus grandes à obtenir un crédit commercial. Durant le quatrième trimestre de 2008, le commerce mondial s'est contracté de 6% d'un trimestre à l'autre et l'on s'attend à ce qu'il se contracte davantage en 2009. L'expansion budgétaire induite par les plans de relance, mis en œuvre par les pays riches essentiellement, aura probablement un impact relativement faible sur le commerce extérieur; les plans sont conçus pour stimuler la demande intérieure, notamment les dépenses publiques sur l'infrastructure et les services essentiels. Un autre facteur contribuant à la diminution anticipée des échanges est la tendance au protectionnisme observée dans certains pays sous forme de relèvement des droits de douane, de barrières non tarifaires et de subventions (BCE, 2009; Banque mondiale 2009a).

C. Performance économique globale en Afrique

Le taux de croissance économique de l'Afrique a baissé en 2008

10. En 2008, la croissance économique de l'Afrique a été de 5,1%, contre 6% en 2007 (figure 1). Le principal moteur de croissance en Afrique a été la hausse des cours des produits de base, notamment du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont contribué pour 61,4% à la croissance globale du continent et ont enregistré une croissance de 5,9% contre 4,4% pour les pays non exportateurs de pétrole. En plus de l'effet vigoureux de la hausse des prix des produits de base, il importe de noter les autres facteurs clefs, spécialement les bonnes politiques macroéconomiques et les réformes institutionnelles qui ont été à la base de la performance de croissance élevée de l'Afrique ces dernières années. Dans beaucoup de pays africains, l'adoption d'une politique macroéconomique saine et soutenue a permis de renforcer la confiance des investisseurs à la fois locaux et étrangers et de stimuler la croissance.

11. Par ailleurs, en renforçant la gouvernance économique et des entreprises, notamment par l'adoption de mesures pour lutter contre la corruption, en opérant des réformes pour améliorer l'environnement des affaires et en consolidant la paix dans un grand nombre de régions en conflit, le continent a attiré des flux importants de capitaux privés et a stimulé le développement du secteur privé. L'environnement des affaires en Afrique s'est amélioré, du fait que beaucoup de pays ont opéré de nombreuses réformes ces dernières années. Ainsi en 2007 et 2008, 28 économies ont opéré 58 réformes contre 24 économies et 49 réformes l'année précédente. Les réformes se font à une cadence accélérée, le nombre de pays opérant des réformes entre 2005 et 2008 ayant augmenté de 70%. En conséquence, l'Afrique a gagné deux places en 2008 pour ce qui est des réformes, se classant troisième après l'Europe et l'Asie centrale alors qu'elle était cinquième en 2007. Trois pays africains (Sénégal, Burkina Faso et Botswana) figuraient parmi les 10 en tête du classement des pays ayant opéré des réformes pour améliorer l'environnement des affaires en 2007 et 2008 (Banque mondiale, 2009b).

12. Enfin, l'aide plus importante fournie par les donateurs et l'allègement de la dette ont permis à de nombreux pays de libérer des ressources à investir dans l'infrastructure, la mise en valeur du capital humain et la réduction de la pauvreté. De nombreux pays africains à faible revenu ont ainsi commencé à diversifier leur base de production, à renforcer leurs capacités commerciales et à accroître la productivité et les exportations. En volume, les exportations de biens et de services de l'Afrique ont enregistré une croissance de 13% entre 2006 et 2008 tandis que les importations ont augmenté de 6,6% durant la même période. Les termes de l'échange du continent ne se sont cependant améliorées que de 1,4% par an durant cette période.

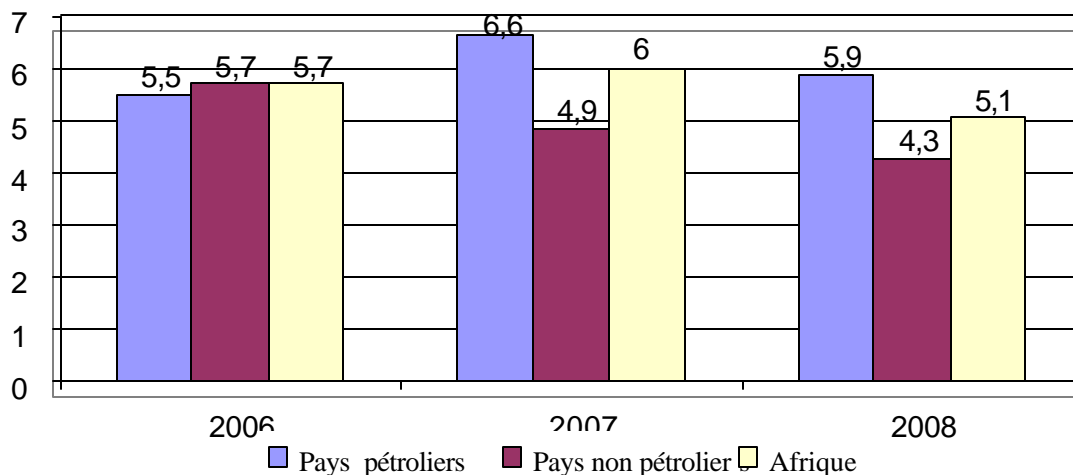
13. Le rôle joué par la hausse des produits de base, la stabilité politique et des politiques macroéconomiques saines dans la performance de croissance de l'Afrique s'est manifesté dans les performances des divers pays. Huit des 10 pays ayant obtenu les meilleurs résultats sont des pays riches en minéraux ou exportateurs de pétrole et un pays (Libéria) est un pays qui sort de conflit¹. Un bon nombre des pays ayant réalisé les meilleures performances économiques se caractérisent par une meilleure gestion macroéconomique. En revanche, tous les pays qui ont réalisé les moins bonnes performances (Comores, Érythrée, Guinée, Somalie, Tchad et Zimbabwe) ont soit connu

¹ Les 10 pays africains, qui ont obtenu les meilleurs résultats en 2008 sont les suivants: Angola (12,9%), Guinée équatoriale (9%), Libéria et Éthiopie (8% chacun), Congo (7,8%), République démocratique du Congo (7, 2%), République unie de Tanzanie (6,8%), Malawi (6,6%) et Égypte et Botswana (6,5% chacun).

une instabilité politique sérieuse, soit subi des chocs extérieurs ou les deux. La diversification de la production et des exportations demeure une priorité aussi bien pour les pays qui ont obtenu les meilleurs résultats que pour ceux qui ont réalisé de moins bonnes performances.

14. En plus de stratégies de diversification de la production et des exportations, la poursuite des efforts visant à une gestion macroéconomique saine, l'introduction de réformes institutionnelles, une meilleure mobilisation des ressources intérieures et l'augmentation des apports de capitaux extérieurs non générateurs de dette sont essentielles pour que l'Afrique maintienne la croissance dans un environnement économique mondial agité par des turbulences. Ceci étant, la communauté internationale devrait, de son côté, jouer son rôle en aidant les pays à faible revenu qui ont besoin d'un soutien extérieur à atténuer les effets économiques et sociaux de la récession mondiale, des pénuries de produits alimentaires et de la baisse des recettes d'exportation.

Figure 1. Croissance en Afrique: Comparaison entre pays pétroliers et pays non pétroliers, 2006-2008 (en pourcentage)



Source : ONU-DESA, 2008.

La performance de la croissance continue de varier considérablement entre les sous-régions et entre les pays

15. En 2008, la croissance du PIB s'est ralentie dans trois des cinq sous-régions du continent (tableau 1). La croissance a été de 5,4% et de 4,9% en 2008 en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale respectivement contre 5,2% et 3,9% en 2007. En 2008, le taux de croissance du PIB a baissé en Afrique du Nord (5,4%), en Afrique de l'Est (5,7%) et en Afrique australe (4,2%). L'augmentation de la demande et la hausse des prix des produits de base demeurent les principaux facteurs qui stimulent la croissance dans l'ensemble des sous-régions africaines.

Tableau 1: Performance de la croissance par sous-région, 2006-2008 (en pourcentage)

	2006	2007	2008
Afrique de l'Est	6,2	6,3	5,7
Afrique australe	6,1	6,2	4,2
Afrique du Nord	5,8	5,9	5,4
Afrique de l'Ouest	4,6	5,2	5,4
Afrique centrale	1,8	3,9	4,9
Afrique	5,7	6	5,1

Source: ONU-DESA, (2008a).

16. Malgré le ralentissement économique, l'Afrique de l'Est a, une fois encore, enregistré la croissance la plus forte sur le continent au cours de la période 2006-2008. Et de nouveau, c'est l'Éthiopie qui est la locomotive de la région avec un taux de croissance de 8% du PIB réel en 2008, suivie de la République démocratique du Congo (7,2%), de la République unie de Tanzanie (6,8%), des Seychelles (6,2%), de l'Ouganda (6%), du Rwanda (5,8%), de Madagascar (5,2%) et du Burundi et de Djibouti (5% chacun). La croissance s'est effondrée au Kenya, tombant de 6,1% à 3,5%, du fait en très grande partie des violences qui ont suivi les élections et d'un recul très marqué du tourisme. La croissance est restée faible en Érythrée (1%), en raison d'une mauvaise pluviométrie, d'une production agricole faible et d'un mauvais environnement des affaires. L'instabilité politique a perturbé le tourisme et les apports d'IED ainsi que la croissance générale aux Comores (0,5%).

17. Les facteurs de croissance en Afrique de l'Est ont été notamment l'expansion de l'agriculture, de l'horticulture, et des services, notamment la finance, les télécommunications et la construction. La sous-région a également bénéficié de flux d'aide considérables et d'une forte croissance du tourisme et de l'IED. La croissance dans certains pays africains tels que l'Ouganda a, par contre, été entravée par des goulets au niveau des infrastructures, s'agissant spécialement de l'énergie et des transports.

18. L'augmentation des recettes pétrolières et des recettes touristiques a impulsé la croissance en Afrique du Nord. L'Égypte a connu une croissance de 6,5%, suivie de la Jamahiriya arabe libyenne (6,2%), du Soudan (6%), du Maroc (5,1%) et de la Tunisie (4,8%). La croissance a fortement repris en Mauritanie (passée de 1% en 2007 à 4,8% en 2008), mais a chuté en Algérie (passant de 4,6% à 3,3%). Outre la forte augmentation des exportations de pétrole et de minéraux qui a stimulé la consommation tant publique que privée dans la plupart des pays de l'Afrique du Nord, cette sous-région a connu un regain de la production agricole ainsi qu'un boom de la construction dû à la forte demande pour le tourisme et les immeubles résidentiels. La croissance s'est ralentie en Tunisie, en raison des coûts des produits alimentaires et du pétrole et de la baisse de la demande de l'Union européenne pour les exportations ainsi qu'au Soudan en raison de la chute de la production pétrolière.

19. En Afrique de l'Ouest, la croissance a été vigoureuse dans la plupart des pays, grâce à une reprise accélérée au Libéria (8%), à l'augmentation de la production et des prix du pétrole et à la croissance dans les secteurs hors pétrole au Nigéria (6,1% chacun), à l'accroissement des flux d'IED et de transferts de fonds au Cap-Vert (5,8%) et à l'expansion des activités minières en Sierra Leone (5,8%), au Ghana (6%) et au Burkina Faso (4,3%). La croissance dans la construction et le tourisme ainsi que d'importantes dépenses publiques ont impulsé une forte croissance en Gambie

(5,8%). La croissance a également été forte au Bénin (4,7%), marquée par une reprise des activités de réexportation, la production de coton et la forte croissance dans le secteur de la construction.

20. L'intensification des activités dans les secteurs miniers et des services a notamment stimulé la croissance au Sénégal (4,6%) et au Niger (4%), tandis que la croissance au Mali (3,9%) a profité de la rapide expansion dans le secteur non minier. La performance économique a été relativement faible dans d'autres pays de la sous-région. La Guinée-Bissau a enregistré une croissance de 3,3% grâce à la reprise de la production agricole et à l'accroissement du soutien des donateurs, le Togo de 2,9% en raison de l'augmentation de la production de coton ainsi que de la croissance dans les secteurs manufacturier et des services. La reprise dans le secteur pétrolier et les dividendes de la paix ont permis une croissance de 2,8% en Côte d'Ivoire en 2008, tandis que la Guinée n'a enregistré qu'un taux de croissance de 2% en raison de troubles politiques.

21. La performance économique en Afrique centrale s'est accélérée, passant de 3,9% en 2007 à 4,9% en 2008, du fait largement de l'accroissement de l'investissement public dans les infrastructures en Guinée équatoriale (9%), de l'augmentation considérable de la production pétrolière et des activités dans le secteur hors pétrole au Congo (7,8%) et au Gabon (3,9%). La croissance est demeurée élevée à Sao Tomé-et-Principe (5,3%) malgré les retards dans le décaissement de certains fonds des donateurs et l'impact de la forte inflation et des coûts énergétiques élevés.

22. La croissance s'est améliorée en République centrafricaine (4,4%) avec la reprise du soutien des donateurs et l'amélioration de la situation politique, ainsi qu'au Cameroun (3,9%) à la suite de travaux d'infrastructures et de l'exploitation des ressources naturelles. Malgré des améliorations, le Tchad (1%) reste le pays qui a obtenu les moins bons résultats dans la sous-région, en raison d'un conflit politique, du flux irrégulier des revenus pétroliers et d'une gestion peu rationnelle de ces revenus.

23. La performance économique de l'Afrique australe a baissé de 6,2% en 2007 à 4,2% en 2008 alors que la plupart des grandes économies ont affiché des taux de croissance plus faibles. En dépit de cette baisse, l'Angola a maintenu le taux de croissance le plus élevé de la région en 2008 (12,9%), suivi du Malawi (6,6%), du Botswana (6,5%), du Mozambique (6,2%), de la Zambie (5,9%), de Maurice (5,4%), du Lesotho (5%) et de la Namibie (3,5%). La croissance du PIB a fortement baissé en Afrique du Sud (passant de 5,1% en 2007 à 3,1% en 2008) et est restée faible au Swaziland (2%), tandis que l'économie du Zimbabwe a continué à se contracter (-4,5%).

D. Les déséquilibres macroéconomiques sont largement dus aux chocs sur les prix des produits de base

Les déficits budgétaires se creusent dans les pays importateurs de pétrole

24. La forte hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires durant la première moitié de 2008 a eu des effets différents sur les soldes budgétaires dans les économies pétrolières et non pétrolières. Quatre-vingt-six pour cent des pays importateurs de pétrole ont accusé un déficit budgétaire en 2008, plus que les 76% qui étaient déficitaires en 2007 (tableau 2). En revanche, l'excédent budgétaire combiné des pays africains exportateurs de pétrole a atteint 7,7% du PIB en 2008, plus que les 5% de 2007. Tous les 10 pays du continent qui ont enregistré l'excédent le plus important étaient soit des pays riches en pétrole (7 pays), soit des pays riches en minéraux (3 pays), ce qui indique que la position budgétaire globale relativement favorable du continent n'est que le reflet de la position budgétaire des pays exportateurs de pétrole. Les données montrent que, à

l'exception de l'Égypte et du Ghana, tous les pays ayant accusé les déficits les plus importants, ont subi des chocs extérieurs violents et/ou ont connu des troubles politiques.

25. En dépit de la position déficitaire de la plupart des pays, la gestion budgétaire a été saine dans la plupart d'entre eux, les déficits étant restés inférieurs à 5% du PIB dans 79% des pays déficitaires. Si un bon nombre de gouvernements ont engrangé des revenus en élargissant l'assiette fiscale et en améliorant le recouvrement fiscal, les dépenses publiques ont, elles aussi, augmenté à des taux plus élevés cependant, en raison de la hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie et de la nécessité d'atténuer leurs effets, notamment sur les pauvres. Pour maîtriser des déficits budgétaires de plus en plus importants, certains gouvernements africains ont réduit les dépenses sur les services publics et les projets de développement. Compte tenu du ralentissement économique mondial, de telles mesures auront des effets sociaux négatifs considérables, ce qui souligne la nécessité d'un soutien extérieur accru, notamment d'aide, de mesures d'allègement de la dette ainsi que de prêts à des conditions de faveur de la part des institutions financières.

Tableau 2: Répartition des déficits budgétaires en Afrique en 2008 (42 pays)

	Pays pétroliers	Pays non pétroliers	Riches en minéraux	Non dotés de minéraux	Pays subsahariens
Pays enregistrant un excédent	8	4	2	2	10
Plus de 10%					
Moins de 5%	2	3	1	2	5
5 % à 10 %	0	1	1	0	1
Plus de 10%	6	0	0	0	4
Pays accusant un déficit	5	25	8	17	26
Plus de 10%					
Moins de 5%	4	18	5	13	19
5% à 10%	1	5	2	3	5
Plus de 10%	0	2	1	1	2
Nombre total de pays	13	29	10	19	36

Source : Calculs de la CEA établis d'après des données provenant de l'Economist Intelligence Unit, novembre 2008.

Note : Par manque de données, 42 pays seulement sont considérés. Les 11 pays exclus sont les Comores, Djibouti, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sierra Leone et Somalie.

L'Afrique a connu des taux d'inflation élevés en 2008

26. L'inflation en Afrique, sauf au Zimbabwe, était de 10,7% en 2008 contre 6,4% en 2007. Plus de 90% des 52 pays africains pour lesquels des données sont disponibles, ont enregistré un taux d'inflation de 5% ou plus en 2008, alors qu'ils n'étaient que 60% en 2007 (tableau 3). Seulement trois pays (Comores, Côte d'Ivoire et République centrafricaine) ont eu des taux d'inflation inférieurs à 5% en 2008. L'inflation récente en Afrique a été essentiellement importée sous la forme de prix élevés de l'énergie et des produits alimentaires provoqués par l'augmentation de la demande durant la première moitié de 2008.

27. Parmi d'autres facteurs qui ont contribué à la pression inflationniste sur le continent en 2008, il y a le maintien des dépenses publiques et la forte demande intérieure, notamment dans les pays exportateurs de pétrole. Cela a été le cas dans les économies pétrolières telles que l'Angola,

l'Égypte et le Soudan, où l'inflation a été de 12,6%, 17,1% et 15% respectivement. À l'exception du Zimbabwe, c'est l'Éthiopie qui a enregistré le plus fort taux d'inflation (41%) en Afrique en 2008, du fait de la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires liée à la sécheresse, suivie de la Guinée (30%), de Sao Tomé-et-Principe (28%) et du Kenya (25%). Le Zimbabwe a toujours le plus fort taux d'inflation du continent (11 millions %).

Tableau 3: Répartition des taux d'inflation en Afrique, 2008 (51 pays)

Fourchette	Afrique	Pays pétroliers	Pays non pétroliers	Riches en minéraux	Non dotés de pétrole ni de minéraux	Afrique subsaharienne
Moins de 5%	3	1	2	1	2	3
Entre 5 et moins 10 %	23	7	16	5	18	19
Entre 10 et moins 20 %	19	0	19	8	11	16
20% et plus	6	0	6	2	4	6
Nombre total de pays	51	8	43	16	35	44

Source : ONU-DESA, (2008a).

Note : Par manque de données, les Seychelles et le Swaziland sont exclus.

28. L'accélération des taux d'inflation en Afrique a rendu la gestion macroéconomique plus difficile et a contribué à inverser les résultats obtenus durant les deux dernières décennies sur le plan de la réduction de la pauvreté. Le resserrement des politiques budgétaires et monétaires peut créer des difficultés pour les personnes pauvres sans pour autant avoir un impact significatif sur l'inflation. Dans la plupart des pays africains, la politique monétaire a essentiellement pour objet de contrôler la masse monétaire afin de réduire l'inflation de base (hors alimentation). En raison de la faiblesse des marchés financiers, ces pays manquent d'outils monétaires indirects efficaces. Ils sont également caractérisés par une mauvaise coordination entre les politiques budgétaires et monétaires.

29. Dans les pays où les marchés financiers sont plus évolués, les gouvernements ont recouru aux taux d'intérêt et aux taux des bons du Trésor en tant que principaux instruments d'intervention monétaire. Par exemple, l'Afrique du Sud a relevé le taux de rachat de 50 points de base à 12% en juin 2008, portant le taux directeur à 15,5%. En Égypte, les taux des dépôts au jour le jour et les taux d'intérêt ont été relevés de 50 points de base et portés à 11 et 13% respectivement en août 2008. Des taux d'intérêt élevés peuvent avoir d'importants effets défavorables sur la croissance et par voie de conséquence sur les recettes publiques.

E. Dégradation de la balance extérieure dans la plupart des pays africains en 2008

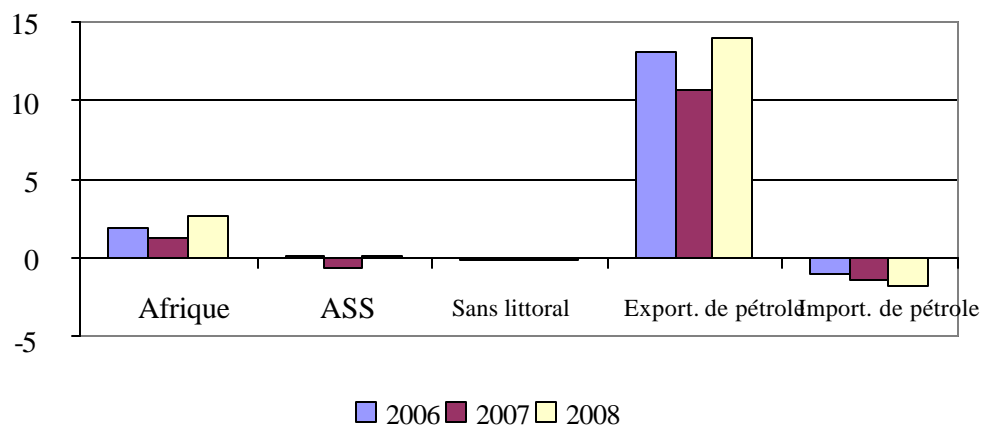
Évolution de la balance des paiements

30. Bien qu'ils aient amorcé une tendance à la baisse durant la seconde moitié de 2008, les prix élevés de l'énergie et des produits alimentaires ont entraîné des déficits de plus en plus larges du compte courant dans 31 pays importateurs de pétrole pour lesquels des données sont disponibles. En moyenne, le déficit des comptes courants dans ces pays est passé de -1,5% du PIB en 2007 à -1,8% en 2008. Les déficits des comptes courants se sont légèrement creusés dans les pays africains sans littoral ayant bénéficié de flux de l'aide publique au développement (APD) relativement élevés

durant les dernières années. En revanche, les excédents des comptes courants dans les pays exportateurs de pétrole se sont accrus, passant de 10,7% en 2007 à 15,9% en 2008, en raison de la hausse des cours du pétrole durant la première moitié de l'année. Par conséquent, la position globale des comptes courants des 42 pays africains pour lesquels des données sont disponibles, qui montre un excédent de 2,6% en 2008, traduit la forte augmentation des recettes engrangées par les pays exportateurs de pétrole (figure 2).

31. Les données montrent clairement les menaces grandissantes qui planent sur la viabilité des opérations courantes dans les pays africains importateurs de pétrole. Ce fait, ajouté aux déséquilibres internes et aux pressions inflationnistes, pose des risques graves pour la stabilité macroéconomique et les perspectives de croissance dans ces pays en 2008 et au-delà. Ces pays ne doivent pas seulement rationaliser la consommation mais également adopter des stratégies visant à diversifier les exportations, promouvoir le tourisme et attirer les transferts d'argent. Dans le court terme, cependant, les économies africaines importatrices de pétrole ont besoin d'apports d'aide accrus pour gérer efficacement leur balance extérieure. Les pays exportateurs de pétrole devraient, quant à eux, utiliser une proportion substantielle de leurs recettes d'exportation et des réserves qu'ils ont accumulées, pour stimuler l'investissement public dans les infrastructures, la formation du capital humain et la prestation de services publics au lieu de maintenir des réserves de devises considérables à rendement faible.

Figure 2: Soldes des opérations courantes en Afrique par catégorie, 2006-2008
 (en pourcentage du PIB)



Source : Calculs de la CEA établis d'après des données de l'Economist Intelligence Unit, novembre 2008.

Note : Seulement 42 pays africains sont considérés. Les pays exclus sont les Comores, Djibouti, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sierra Leone et Somalie.

Volatilité des taux de change en 2008

32. En termes de taux de change nominaux, 18 des 35 monnaies africaines sur lesquelles des données sont disponibles, se sont appréciées par rapport au dollar des États-Unis en 2008, 16 se sont dépréciées ou sont restées inchangées. Pour la deuxième année consécutive, le CFA qui est arrimé à l'euro, s'est apprécié substantiellement par rapport au dollar des États-Unis. En fait, un bon nombre des pays qui se livrent à d'importantes exportations de produits primaires ont vu leur monnaie s'apprécier en 2008. Des taux de change surévalués peuvent décourager les exportations de produits

autres que les produits de base venant de l'Afrique, ce qui a pour effet de réduire la compétitivité sur le plan international ou de créer ce qu'on appelle le syndrome hollandais. Beaucoup de monnaies africaines ont commencé toutefois à se déprécier par rapport au dollar des États-Unis vers la fin de 2008.

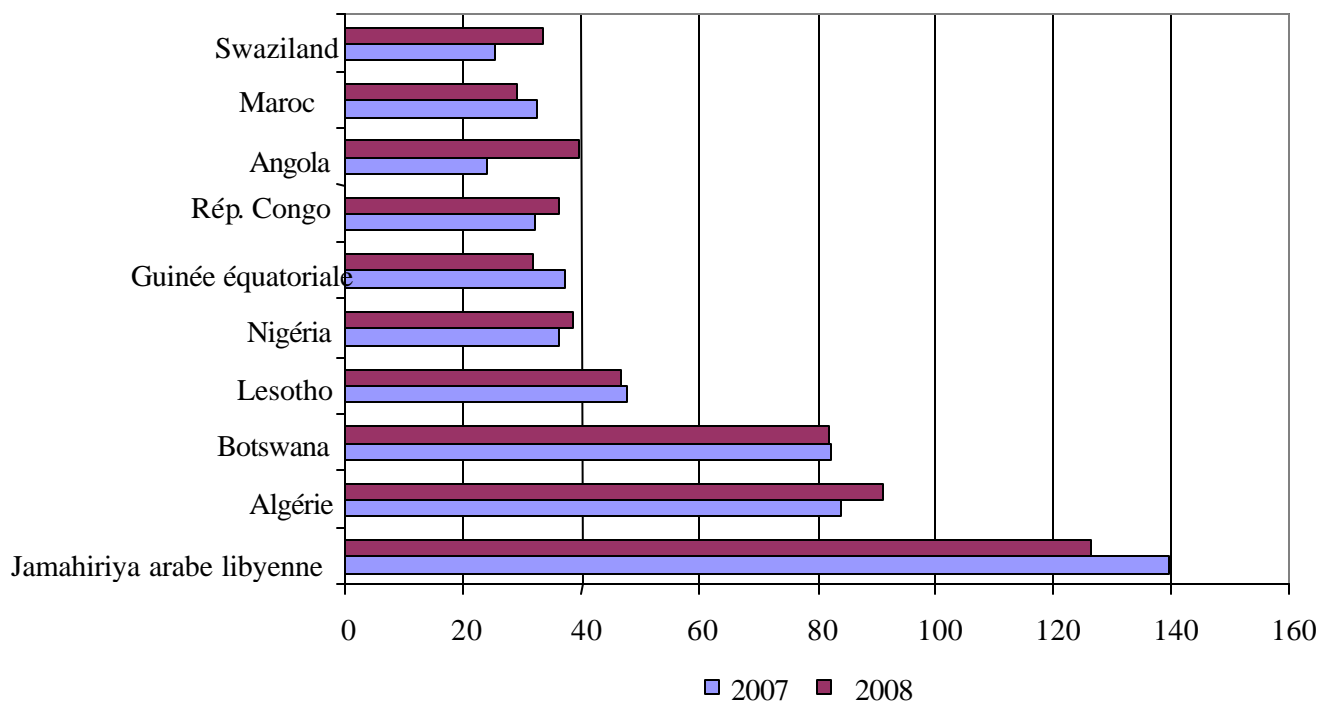
33. En termes de taux de change effectifs réels, 28 des 38 pays africains pour lesquels des données sont disponibles ont connu une appréciation de leur monnaie par rapport au dollar en 2008. Cependant six pays seulement ont connu une appréciation de plus de 10%, tandis que, dans trois pays, la dépréciation du taux de change effectif était supérieure à 10%. Le Kenya, Madagascar, Maurice, le Mozambique et la Zambie ont été les cinq pays africains qui ont enregistré les taux d'appréciation les plus élevés en 2008. Le Burundi, le Ghana, la Namibie, les Seychelles et le Zimbabwe ont été les cinq pays où la dépréciation a été la plus forte. Ceci montre que les pays riches en ressources, comme les pays qui en sont dépourvus, peuvent connaître une importante appréciation ou dépréciation, due essentiellement à des fluctuations du niveau des prix intérieurs². Des prix locaux élevés, contrairement à des prix faibles, entraînent une appréciation du taux de change effectif réel, même si le taux de change nominal reste constant.

34. Grâce à des excédents considérables des comptes courants dans les pays africains exportateurs de pétrole, les réserves en devises étrangères du continent ont continué d'augmenter, passant de 32,6% du PIB en 2007 à 34,5% en 2008. Trente quatre des 42 pays africains pour lesquels des données sont disponibles ont, en 2008, accumulé des réserves en devises équivalant à 10% ou plus du PIB. La liste des 10 premiers pays africains ayant accumulé le plus de réserves de change exprimées en pourcentage du PIB révèle que les réserves de change élevées proviennent essentiellement des recettes tirées des produits de base et des flux de capitaux privés et qu'aucun de ces pays ne bénéficie d'une aide importante (figure 3).

35. Les économies africaines exportatrices de pétrole ont besoin de coordonner les politiques monétaire et budgétaire étroitement, afin de gérer leurs réserves en devises efficacement, et se ménager un espace fiscal pour des interventions anticycliques de nature à leur permettre d'atténuer les effets de la crise financière mondiale et du ralentissement économique de plus en plus grave. Cela les aidera également à gérer les risques liés à la volatilité déstabilisatrice des taux de change et aux pressions inflationnistes, tout en stimulant l'investissement intérieur en vue de réaliser une croissance accélérée et soutenue.

² L'indice du taux de change effectif réel se définit selon la formule $[Pd/Pf^*NER]$ où Pd désigne le niveau des prix étrangers (en dollars des États-Unis), et NER le taux de change officiel de la monnaie nationale par rapport au dollar des États-Unis (taux moyen de la période). Ainsi, l'indice du taux de change effectif réel représente la quantité de biens étrangers qui peuvent être échangés contre une unité de biens nationaux.

Figure 3. Les 10 pays ayant accumulé les réserves en devises les plus importantes (en pourcentage du PIB)



Source : Economist Intelligence Unit, novembre 2008.

Note : En raison d'un manque de données, les pays suivants sont exclus: Comores, Djibouti, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sierra Leone et Somalie.

Nécessité pour l'Afrique de mobiliser des ressources intérieures et extérieures afin de stimuler la croissance

36. L'épargne intérieure brute moyenne de l'Afrique est passée de 21,8% du PIB en 2004 à 26,3% en 2007. Le taux d'investissement intérieur a cependant stagné à environ 22% durant la même période, taux bien en dessous du niveau requis pour pouvoir réaliser les OMD. Cela traduit en partie les faiblesses des marchés financiers intérieurs et régionaux et l'incapacité, particulièrement des pays exportateurs de pétrole, d'utiliser les recettes tirées des produits de base pour stimuler l'investissement intérieur. En raison de revenus faibles, les taux d'épargne intérieure comme les taux d'investissement sont moins élevés dans les pays africains importateurs de pétrole que dans ceux exportateurs de pétrole.

37. L'Afrique n'a pas seulement besoin de mobiliser davantage de ressources intérieures, elle doit parallèlement mobiliser davantage de ressources extérieures non génératrices d'endettement afin de stimuler l'investissement intérieur. Au mois de juillet 2008, 19 pays africains avaient bénéficié de réductions importantes de la dette publique (ONU, 2008a). Cependant, si la dette publique de l'Afrique a diminué, la dette due aux banques et à d'autres créanciers privés a augmenté si considérablement que l'encours de la dette globale reste élevé. L'APD à l'Afrique reste en dessous du niveau de 72 milliards de dollars par an considéré nécessaire pour que le continent

puisse atteindre les OMD (ONU, 2008a). En outre, il faut faire plus pour le continent afin d'améliorer la qualité et l'efficacité de l'aide et accélérer le développement grâce aux échanges.

38. Tenir les engagements pris en matière d'aide est devenu encore plus important compte tenu du fait que l'Afrique a de moins en moins accès aux capitaux privés à cause de la crise financière mondiale actuelle. Les partenaires au développement peuvent manifester leur volonté d'accroître l'aide à l'Afrique en établissant des calendriers indicatifs révisables indiquant comment ils entendent atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés en ce qui concerne la quantité de l'aide. Cela doit être assorti de mesures visant à améliorer la fourniture et la gestion de l'aide. La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et le Programme d'action d'Accra fournissent des cadres utiles pour améliorer l'efficacité de l'aide et ils doivent tous deux être intégralement mis en œuvre.

39. L'utilisation plutôt inefficace du commerce pour le développement dénote les contraintes qui affectent l'offre interne, notamment la médiocrité de l'infrastructure, la faiblesse de la base de capital humain et d'autres contraintes commerciales extérieures telles que l'impasse du Cycle des négociations commerciales de Doha et la question controversée des subventions accordées à l'agriculture par l'Union européenne, les États-Unis, le Japon et le Canada. En plus de l'accroissement de l'investissement public et privé dans l'infrastructure – qui doivent être portés à environ 52 milliards de dollars par an –, l'Afrique a également besoin d'un accès considérablement amélioré aux marchés ainsi que d'une intégration plus poussée du marché régional si elle veut renforcer sa compétitivité internationale. Face à la turbulence financière mondiale et à des incertitudes de plus en plus grandes, les pays africains devraient continuer à consolider les réformes économiques récemment opérées afin de créer un environnement des affaires qui attire les flux de capitaux privés.

F. Tendances du développement social

40. L'Afrique a continué de réaliser des progrès considérables dans un certain nombre de domaines du développement social, en enregistrant des résultats notables dans des domaines tels que le nombre d'élèves scolarisés dans l'enseignement primaire, la vaccination contre la rougeole, l'utilisation de moustiquaires imprégnées, la réduction des taux de prévalence du VIH dans certains pays et des aspects de l'égalité entre les sexes. Très peu de progrès a cependant été enregistré dans les domaines de la réduction de la pauvreté, de l'élimination de la faim, de la mortalité maternelle et du traitement des disparités fondées sur le sexe, le revenu et l'invalidité. La présente section contient une analyse des tendances qui se dégagent dans le développement social en Afrique, analyse qui est fondée sur les données disponibles les plus récentes, l'accent étant mis sur la pauvreté et l'emploi, l'éducation et la santé, avec une attention particulière pour le sort des groupes vulnérables et marginalisés.

Pauvreté et chômage

41. Les données relatives à la pauvreté en Afrique sont incomplètes, ce qui rend particulièrement difficiles un suivi et une évaluation de près des progrès réalisés aux niveaux national et régional dans l'élimination de la pauvreté. Selon des estimations récentes, le nombre de personnes vivant dans une extrême pauvreté en Afrique subsaharienne (sur la base du nouveau seuil de pauvreté international de 1,25 dollars des États-Unis par jour) a pratiquement doublé, passant de 200 millions en 1981 à 380 millions en 2005 (Chen and Ravallion, 2008). Dans le même temps, le chômage n'a reculé que de façon marginale, baissant de 8,5% en 1997 à 8% en 2007, les prévisions étant qu'il connaîtra en 2009 un net accroissement en raison de la récession économique mondiale. Le taux de chômage est plus élevé au sein des groupes défavorisés, notamment les femmes (9,1%),

les jeunes (13,7%), et les personnes handicapées (OIT, 2008). Par ailleurs, le taux de chômage est plus élevé en Afrique du Nord (11,7% en 1997 et 10,9% en 2007) qu'en Afrique subsaharienne. Les femmes et les jeunes ont connu des taux de chômage plus élevés en Afrique du Nord, avec respectivement des taux de 16,2% et 24,5% (OIT, 2008).

42. La proportion de personnes occupant des emplois vulnérables est plus élevée en Afrique subsaharienne, où elles constituent plus de 70% de la main-d'œuvre. Le fardeau des emplois vulnérables continue de peser lourdement sur les femmes, qui travaillent encore principalement dans les secteurs agricole et informel. C'est un fait que le peu de progrès en Afrique dans le développement social concerne plus les groupes marginalisés et vulnérables, notamment les femmes, les personnes âgées, les jeunes, les personnes handicapées, les orphelins et enfants vulnérables, les personnes déplacées et les populations autochtones. L'exclusion de ces groupes de la société se traduit non seulement par de faibles revenus et des perspectives moins favorables sur le marché de l'emploi, mais aussi par leur niveau d'instruction plus faible, leur mauvais état de santé et leur sous-représentation dans la vie politique et la prise des décisions.

43. Parmi les principaux défis à relever pour favoriser l'inclusion sociale des groupes vulnérables figurent le non respect des engagements pris et la non exécution des politiques adoptées; l'insuffisance des ressources financières allouées aux programmes sociaux; le déficit en capacités techniques; le manque de données pertinentes pour appuyer les politiques; les guerres et les conflits, etc. La nécessité d'une inclusion sociale des groupes vulnérables et marginalisés et d'un renforcement des systèmes de protection sociale a été rendue plus urgente encore par les récentes crises alimentaire et énergétique et par la récession économique mondiale.

Éducation: accroissements remarquables des taux d'inscription dans le primaire

44. Le taux net moyen de scolarisation dans le primaire est passé en Afrique subsaharienne de 56% en 1999 à 71% en 2006. En Afrique du Nord, les taux de scolarisation étaient supérieurs à 85% en 1991, sauf pour le Maroc qui a démarré à 56% en 1991 et est parvenu à 86% en 2003, aucune modification de ce taux n'ayant été enregistrée depuis. Les améliorations qu'ont connues les taux de scolarisation dans le primaire sont dans une large mesure le résultat d'une combinaison entre un ferme engagement des pouvoirs publics, qui ont construit plus d'écoles primaires et supprimé les frais de scolarité, et un soutien adéquat de la communauté des donateurs (ONU, 2008a). Les progrès ont été particulièrement remarquables au Bénin, en Éthiopie, en Guinée, à Madagascar, au Niger et en République-Unie de Tanzanie, pays qui ont connu une augmentation du taux de scolarisation de plus de 50% par rapport à celui de 1999 (UNESCO, 2009). Si les taux actuels se maintiennent, beaucoup de pays africains seront à même d'atteindre le taux de scolarisation de 100% d'ici à 2015.

45. Même si le taux de scolarisation dans le primaire s'améliore, celui du nombre d'élèves qui achèvent les études primaires reste un domaine de préoccupation. Entre 1999 et 2006, le taux d'achèvement des études s'est amélioré en passant de 49% à 60% en Afrique subsaharienne et de 86% à 92% en Afrique du Nord. Les taux d'achèvement des études pour les filles en Afrique subsaharienne sont beaucoup plus faibles que pour les garçons. Les raisons principales de l'abandon des études sont le manque de ressources pour faire face aux coûts, les travaux ménagers (en particulier pour les filles), les mariages précoces, le travail des enfants, les grossesses précoces, la médiocre qualité de l'enseignement et les longues distances à parcourir pour se rendre à l'école. Il importe de veiller à ce que les enfants les plus vulnérables et les plus marginalisés soient scolarisés et restent à l'école, en mettant en œuvre des programmes et interventions ciblés en faveur

des ménages pauvres et des filles. Le nombre d'élèves par enseignant doit être amélioré davantage par rapport au taux de 45 élèves par enseignant qui prévalait en 2006.

46. Le taux brut de scolarisation dans l'enseignement secondaire a augmenté en Afrique subsaharienne, passant de 25% en 1999 à 32% en 2005 et 2006. Le taux brut d'inscription dans l'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne s'est maintenu autour de 5% en 2006, le taux étant, par comparaison, de 17% pour les pays en développement et de 25% dans le monde. L'Afrique du Nord a enregistré des progrès significatifs en matière de scolarisation dans l'enseignement secondaire et d'inscription dans l'enseignement supérieur. Les difficultés les plus importantes qui se posent dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement supérieur sont notamment le manque d'enseignants qualifiés et de ressources pour faire face aux coûts des études.

47. Le taux d'alphabétisation des jeunes s'est amélioré en Afrique du Nord, passant de 68% en 1995 à 86% en 2007. L'Afrique subsaharienne a, au cours de la même période, connu une amélioration de son taux, qui est passé de 53% à 62% pour les adultes et de 64% à 72% pour les jeunes âgés de 15 à 24 ans (UNESCO, 2009). Il est toutefois important de relever que de larges disparités dans les taux d'alphabétisation existent dans de nombreux pays, disparités liées au sexe, à la pauvreté, au lieu de résidence, à l'ethnie, à la langue et à l'invalidité (UNESCO, 2009).

48. En 2006, le ratio entre filles et garçons scolarisés dans le primaire a augmenté en passant à 0,89 en Afrique subsaharienne et à 0,93% en Afrique du Nord, grâce à l'action des pouvoirs publics et des donateurs (ONU, 2008a). L'Afrique du Nord a enregistré les progrès les plus importants, avec une augmentation du taux d'alphabétisation des jeunes filles de plus de 20% entre les années 80 et 2007; elle est suivie de l'Afrique australe, de l'Afrique de l'Est, de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale, qui a enregistré les progrès les plus lents (CEA, 2007). Le taux d'alphabétisation des jeunes femmes en Afrique subsaharienne a augmenté, passant de 58,6% au cours de la période 1985-1994 à 67,3% en 2007. En dépit de cela, l'écart entre le taux d'alphabétisation des femmes et des hommes ne se résorbe pas assez rapidement, en particulier en Afrique subsaharienne, où le ratio entre jeunes femmes et jeunes hommes alphabétisés est resté quasiment le même au cours de la dernière décennie, se situant autour de 0,87%.

49. La parité entre les sexes s'est détériorée dans le secondaire en Afrique subsaharienne, le ratio brut entre filles et garçons scolarisés ayant baissé de 0,82 en 2000 à 0,80 en 2006 (ONU, 2008b). Le taux brut de scolarisation des filles dans l'enseignement secondaire n'a atteint que 28% seulement. Un nombre encore plus petit de pays africains enregistrent des progrès en matière de parité entre les sexes dans l'enseignement supérieur. Le ratio entre étudiantes et étudiants dans l'enseignement supérieur n'a atteint que 0,68% seulement en Afrique subsaharienne. En comparaison, l'Afrique du Nord a déjà réalisé la parité entre les sexes dans l'enseignement supérieur (ONU, 2008b).

Santé: progrès contrastés dans la lutte contre le VIH/sida et d'autres épidémies et dans la réduction des taux de mortalité infanto-juvénile et maternelle

50. Grâce à de vastes programmes de prévention ciblés, le taux de prévalence du VIH a été stabilisé ou a baissé dans la plupart des pays africains (ONUSIDA, 2008). Le taux de prévalence du VIH chez les adultes en Afrique subsaharienne a baissé de 5,8% en 2001 à 5% en 2007. Le taux de prévalence chez les adultes est plus faible en Afrique du Nord (moins de 1%) et plus élevé en Afrique australe, où, en 2007, il était supérieur à 15% dans sept pays. Le VIH/sida reste la principale cause de morbidité et de mortalité des adultes sur le continent. Cependant, dans de nombreux pays de la région, des signes positifs de changement dans les comportements

apparaissent, qui font entrevoir une stabilisation de l'épidémie, en particulier parmi les jeunes (15-24 ans). L'adoption de comportements sans risque a eu pour résultat une diminution du nombre de nouvelles infections au Rwanda et au Zimbabwe. Ce changement dans les comportements est particulièrement encourageant, les jeunes ayant retardé le début de l'activité sexuelle dans sept des pays les plus touchés (Burkina-Faso, Cameroun, Éthiopie, Ghana, Malawi, Ouganda et Zambie) (ONU, 2008a).

51. Grâce à la baisse des prix des médicaments anti-rétroviraux, sur 4,6 millions d'Africains vivant avec le virus et ayant besoin d'anti-rétroviraux, près du tiers se trouvent sous traitement. Pris ensemble, le nombre de personnes recevant un traitement anti-rétroviral en Afrique centrale, en Afrique de l'Est, en Afrique australe et en Afrique de l'Ouest a augmenté en passant de 100 000 en 2003 à 2 100 000 en 2007 (ONUSIDA, 2008). Le taux des personnes qui étaient sous traitement anti-rétroviral s'est amélioré en passant de 2% en 2003 à 28% en 2006. Quatre pays (Botswana, Namibie, Rwanda et Sénégal) ont déjà atteint l'objectif d'au moins 50% de patients sous traitement anti-rétroviral (ONUSIDA, 2008). Selon les données disponibles, en 2007, plus de 470 000 femmes enceintes séropositives avaient bénéficié d'un traitement anti-rétroviral pour prévenir la transmission de la mère à l'enfant, ce qui représentait une augmentation de plus de 50% par rapport à 2006. La disparité entre les sexes dans le traitement du sida restant encore importante, davantage d'attention devrait être accordée aux femmes, qui représentaient 57% des personnes infectées en Afrique subsaharienne en 2003 et 61% en 2007 (ONUSIDA, 2008).

52. Les tendances globales de l'incidence, de la prévalence de la tuberculose et de la mortalité due à cette maladie ont été à la hausse en Afrique subsaharienne, contrairement à celles de l'Afrique du Nord. En fin 2006, 10 pays (Comores, Égypte, Ghana, Jamahiriya arabe libyenne, Mali, Maroc, Maurice, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles et Tunisie) avaient déjà stoppé et commencé à inverser la tendance globale de nouveaux cas positifs de tuberculose, ainsi qu'indiqué dans les cibles fondamentales des OMD (OMS, 2008). En 2006, les taux de l'incidence, de la prévalence de la tuberculose et de la mortalité due à cette maladie étaient respectivement de 291, 251 et 59 pour 100 000 personnes (à l'exclusion des personnes porteuses du VIH). Les taux respectifs pour l'Afrique du Nord étaient de 44 à la fois pour l'incidence et la prévalence de la tuberculose et de 4 pour le nombre de décès dus à la maladie.

53. Le paludisme demeure la principale cause de la mortalité post-infantile et de l'anémie des femmes enceintes en Afrique. Même si les données concernant les taux d'incidence du paludisme et de mortalité due à cette maladie sont incomplètes, la couverture assurée au travers des interventions clefs de lutte antipaludique s'est accrue dans plusieurs pays grâce à la disponibilité de financements et à la plus grande attention accordée dans chaque pays à la lutte antipaludique. Deux tiers des pays africains ont adopté des politiques concernant notamment l'utilisation de médicaments antipaludiques efficaces. Depuis 2007, 25 pays mettent en œuvre une politique de traitement consistant en un traitement combiné à base d'artémisine, 20 de ces pays ayant procédé à un changement de politique avec l'abandon à l'échelle nationale du recours à la chloroquine (Commission de l'UA et OMS, 2008). Selon les données disponibles, l'utilisation de moustiquaires imprégnées pour les enfants de moins de 5 ans s'est améliorée dans les zones à risque de l'Afrique subsaharienne en passant de 2,1% en 2001 à 5% en 2005 et 8% en 2007 (ONU, 2008a).

54. Les maladies pouvant être évitées et la malnutrition restent les principales causes des taux élevés de mortalité infantile et d'enfants de moins de cinq ans. Le continent a toutefois enregistré une baisse pour l'un et l'autre taux. Entre 1990 et 2007, les taux de mortalité infantile et d'enfants de moins de cinq ans ont baissé de 111 et 187 pour 1000 naissances vivantes à 89 et 148 en Afrique subsaharienne et de 58 et 79 à 36 et 46 en Afrique du Nord. L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique

centrale ont enregistré les taux de mortalité les plus élevés et le taux de baisse le plus faible (1,2%), en comparaison à celui de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (1,7%) et à celui de l'Afrique du Nord (3,2%). Par ailleurs, une grande variation existe à l'intérieur des pays, des taux élevés de mortalité ayant été enregistrés pour les familles rurales et pauvres.

55. De même, la mortalité maternelle a été considérablement réduite en Afrique du Nord, où elle a baissé de 250 pour 100 000 naissances vivantes en 1990, à 160 en 2005. Mais la mortalité maternelle reste par trop élevée dans le reste du continent. En 2005, le taux de mortalité maternelle s'élevait à 760 (alors qu'il était de 790 en 1990) en Afrique de l'Est et en Afrique australe, et à 1 100 (soit le même taux qu'en 1990) en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale (OMS, UNICEF, FNUAP et Banque mondiale, 2007). En outre, le risque que court une femme de mourir en couches au cours de son existence est par trop élevé en Afrique subsaharienne, où ce risque est de 1 sur 23, comparé à seulement 1 sur 140 pour l'Afrique du Nord, 1 sur 92 dans le monde et 1 sur 8 000 dans les pays industrialisés. De toute évidence, les progrès réalisés dans la réduction de la mortalité maternelle en Afrique subsaharienne ont été négligeables, même si des disparités importantes, dues à des différences de revenus et à d'autres facteurs, existaient d'un pays à l'autre.

56. Un des facteurs clefs qui contribuent au taux élevé de mortalité maternelle en Afrique est le taux élevé de grossesses des adolescentes, qui résulte du mariage précoce et des grossesses de femmes de moins de 20 ans. Le risque de mortalité maternelle pour de très jeunes mères (15-19 ans) est deux fois plus élevé que celui que courent les mères âgées de plus de 20 ans. L'UNICEF (2008) estime que 70 000 très jeunes mères (15-19 ans) meurent chaque année à la suite de complications liées à une grossesse. Près de 80% des cas de mortalité maternelle peuvent être évités, si les femmes ont accès aux services de santé maternelle essentiels et de base. Des efforts visant à étendre la couverture des services essentiels et à renforcer les systèmes de santé devraient se conjuguer aux efforts ayant pour but d'assurer l'éducation et l'autonomisation des femmes.

G. Les perspectives de croissance pour 2009 s'assombrissent à mesure que la récession mondiale s'accroît

57. Les perspectives de croissance de l'Afrique pour 2009 sont constamment révisées à la baisse. Au début de 2009, il était envisagé que le taux de croissance du PIB réel en Afrique tomberait à 2% en 2009 alors qu'il a été de 5,1% en 2008. Selon les projections, les taux de croissance par sous-région en 2009 devraient se situer entre -1,2% en Afrique australe, 1,9% en Afrique centrale, 3,1% en Afrique du Nord, 3,1% en Afrique de l'Ouest et 3,8% en Afrique de l'Est. Les perspectives du continent pour 2009 sont entourées de fortes incertitudes en raison essentiellement de la crise financière mondiale et de l'aggravation de la récession mondiale.

58. Les chances d'une reprise de la croissance en Afrique en 2009 sont minces et dépendront de la capacité des plans de relance des gouvernements dans les pays développés à augmenter non seulement la demande intérieure mais également la demande de produits de base de l'Afrique. Il n'en reste pas moins que des réformes économiques soutenues, le ralentissement de l'inflation, la dépréciation de la monnaie locale et des efforts visant à relancer la demande intérieure contribueront à une croissance positive, plus faible cependant, en Afrique en 2009. L'inflation moyenne en Afrique devrait également se ralentir en 2009 à mesure que les prix du pétrole et des produits alimentaires baisseront.

59. La baisse des prix de l'énergie et des produits alimentaires en 2009 devrait atténuer la pression sur le budget de l'État. Cela facilitera les efforts faits par les gouvernements pour consolider la gestion macroéconomique et les réformes institutionnelles, ce qui devrait stimuler

l'investissement privé et la croissance sur le continent. Conformément aux tendances financières mondiales, les gouvernements devraient maintenir ou abaisser les taux d'intérêt afin d'encourager les banques à prêter au secteur privé. Ils devraient également laisser aux taux de change le soin de s'ajuster pour stabiliser le secteur extérieur et promouvoir la compétitivité sur le plan international. En fait, on s'attend à ce que la plupart des monnaies africaines se déprécient en 2009 en raison de la récession et de la diminution des recettes d'exportation et des entrées de capitaux.

60. Étant donné que les flux de capitaux vont probablement diminuer en 2009, en raison de la conjoncture économique difficile dans la plupart des pays donateurs, les pays africains devraient utiliser les apports d'APD disponibles pour stimuler la demande intérieure. Si la gouvernance politique et économique et la sécurité sont améliorées, l'Afrique pourra éviter un grave ralentissement économique. La situation politique s'améliore dans des pays comme les Comores et le Kenya, mais des conflits persistent dans d'autres comme la République centrafricaine et la République démocratique du Congo.

61. La situation sur les plans politique et de la gouvernance reste fragile dans des pays comme le Soudan, le Tchad et le Zimbabwe. La récente crise alimentaire et la famine imminente menacent la stabilité politique et sociale, particulièrement en Afrique de l'Est et de l'Ouest et dans les pays en conflit. L'augmentation des taux de pauvreté exacerbe également les effets d'épidémies telles que le VIH/sida et le paludisme, ce qui a pour corollaire d'entraver le progrès économique et social sur le continent. Enfin, du fait de la diversification limitée des structures de production et de la très forte dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale, l'Afrique reste vulnérable aux fluctuations des conditions météorologiques et au changement climatique. Certains pays de la corne de l'Afrique ont connu une grave sécheresse et des pénuries alimentaires au début de 2009.

H. Conclusions et principales questions de politique générale

62. La performance économique en Afrique reste fortement tributaire de la demande et des cours mondiaux des produits de base en raison de la transformation peu poussée des structures de production. Le taux de croissance du PIB est resté tout de même relativement élevé en 2008, se situant à 5,1%. Le continent sera sérieusement touché par le ralentissement économique mondial et la récession mondiale du fait de la diminution des entrées de capitaux et de la baisse de la demande et des cours des exportations de produits de base. Ainsi s'attend-on à une forte baisse de la croissance du PIB de l'Afrique en 2009. Comme lors des années précédentes, la performance économique a varié considérablement entre les pays et les sous-régions et elle est toujours insuffisante pour permettre à l'Afrique d'atteindre les OMD.

63. En 2008, la hausse des prix du pétrole s'est traduite par une augmentation des taux de croissance du PIB et une situation positive des balances intérieure et extérieure dans les pays africains exportateurs de pétrole. Le continent a cependant enregistré des taux d'inflation élevé en 2008, qui ont entraîné une baisse des niveaux de vie, notamment en Afrique subsaharienne.

64. Les prix des produits alimentaires sont en baisse, mais ils resteront à des niveaux élevés dans le moyen terme. Dans le même temps, de nombreux pays africains sont toujours confrontés à des pénuries alimentaires, et à l'insécurité alimentaire du fait de la sécheresse, de conflits et de conditions rigides de l'offre notamment. En plus de renforcer les mesures d'urgence, des mesures à long terme doivent être prises pour que l'Afrique relève les défis de la crise alimentaire, de la volatilité de la croissance et du développement social. Dans le court terme, les gouvernements ont besoin de plus de souplesse dans leurs politiques ainsi que d'un soutien extérieur pour lutter contre les pénuries alimentaires grâce, par exemple, à la réduction des droits d'entrée sur les importations

de produits alimentaires, à des subventions et à des transferts d'espèces aux ménages pauvres. Dans le long terme, les gouvernements devraient investir davantage dans l'agriculture et l'infrastructure - les principales contraintes à la croissance - notamment l'énergie, les communications, les routes et la prestation de services publics dans les domaines de l'éducation et de la santé. Ces mesures, couplées à une gestion macroéconomique et à des réformes institutionnelles efficaces, permettront de stimuler le développement du secteur privé et l'investissement, d'accélérer la création d'emplois et de réduire la pauvreté.

65. Ceci étant, les pays africains riches en ressources devraient utiliser les recettes tirées des produits de base et les réserves accumulées à la suite de la forte augmentation des cours des produits de base, pour diversifier davantage leurs structures de production et renforcer la compétitivité internationale. Il faut à cet effet des investissements publics visant à augmenter la productivité, tout particulièrement dans l'infrastructure, la technologie et la formation du capital humain.

66. Les gouvernements africains et les partenaires au développement ont besoin de poursuivre et d'intensifier les efforts visant à mobiliser plus de ressources intérieures et extérieures auprès de sources non génératrices d'endettement pour accroître l'aide d'urgence et l'allègement de la dette ainsi que d'emprunts à des conditions de faveur pour financer des stratégies à long terme visant à atténuer les effets défavorables de la crise mondiale. En plus des efforts faits pour maintenir les flux d'APD, davantage d'allègements de dettes et de prêts de la part des institutions financières internationales restent essentiels pour les pays à faible revenu. Le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et les banques de développement régionales sont priées de concevoir des fonds spéciaux de stabilisation et de développement tels que le «Fonds de vulnérabilité» récemment proposé par le Président de la Banque mondiale, la Facilité de liquidité d'urgence et l'Initiative pour le financement du commerce proposées par la Banque africaine de développement.

67. Au-delà des objectifs d'urgence et de stabilisation, les fonds spéciaux et les mécanismes d'octroi de prêts devraient viser à promouvoir la capacité productive et à stimuler la croissance économique dans les pays à faible revenu, afin de permettre à ces derniers de faire face sur le long terme aux défis de la croissance. À cet égard, les menaces que font peser sur l'économie la récente crise et la récession mondiale qui ne cesse de s'aggraver exigent quant à elles une conclusion rapide et positive du Cycle de négociations de Doha, et imposent que les tendances protectionnistes soient évitées dans les plans de relance que les pays riches sont en train de mettre en oeuvre.

68. L'Afrique devrait continuer à mettre l'accent dans ses stratégies de développement sur le développement social en accordant une attention particulière au sort des groupes vulnérables. Les politiques mises en oeuvre devraient être notamment orientées vers la lutte contre la pauvreté et la faim, la création d'emplois décents, l'amélioration de l'accès à l'éducation et aux services de santé, la promotion de l'égalité des sexes, l'insertion effective des groupes vulnérables, l'adoption de mesures efficaces de redistribution et le renforcement des systèmes de protection sociale. Ces questions constituent les éléments les plus importants que contiennent le cadre de politique sociale pour l'Afrique et la Déclaration de Windhoek sur le développement social, qui ont été adoptés à l'issue de la première Conférence des ministres en charge du développement social de l'UA tenue en octobre 2008.

Bibliographie

Banque mondiale 2009a. *Swimming Against the Tide: How Developing Countries are Coping with the Global Crisis*, Washington D.C.

-----, 2009b. *Doing Business in 2009*. World Bank, Washington, D.C.

Commission de l'Union africaine et OMS 2008. «Progress report on the implementation of the commitments of the May 2006 Abuja Special Summit on HIV/AIDS, Tuberculosis and Malaria: Status report on HIV/AIDS in Africa ». Rapport présenté à la session spéciale de la Conférence des ministres de la santé de l'UA à Genève, Suisse, 17 mai 2008. Document MIN/Sp/AU/CAMH3/6 HIV/AIDS.

BCE, Banque centrale européenne, 2009. *Bulletin mensuel*. Mars 2009, Frankfurt.

Chen, S et Ravallion, M. 2008. «The developing world is poorer than we thought, but no less successful in the fight against poverty ». *Policy Research Working Paper*, No. WPS 4703 (Washington, D.C. :World Bank)

EIU, Economist Intelligence Unit, 2008. Base de données en ligne. (www.eiu.com).

_____, 2009. Base de données en ligne. Janvier (www.eiu.com).

FMI, 2009a. *Perspectives de l'économie mondiale*. Mise à jour des principales projections 28 janvier 2009, Washington D.C.

ILO, International Labour Organization, 2008 «Global Employment Trends », Geneva, ILO

Massa, I. et D. W. te Velde, 2008. *The global financial crisis: will successful African countries be affected?* A background note. Overseas Development Institute, Université de Londres, Londres.

.ONU-DESA, Département des affaires économiques et sociales, 2008. Base de données sur l'Afrique ONU, New York, novembre.

ONU, 2009. *Situation et perspectives de l'économie mondiale*, 2009, New York.

_____, 2008. «Les besoins de développement de l'Afrique: état de la mise en oeuvre des différents engagements, défis et perspectives », Rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale, septembre 2008, ONU, New York.

-----, 2008b. «Rapport 2008 sur les Objectifs du Millénaire pour le développement », ONU, New York.

ONUSIDA, Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, 2008, « Rapport sur l'épidémie mondiale de sida » ONUSIDA, Genève

UNICEF, Fonds des Nations Unies pour l'enfance 2008. «Situation des enfants dans le monde 2009 ». New York : UNICEF

UNESCO, 2009. Base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO.

WHO, 2008. « Global Tuberculosis Control – Surveillance, Planning, Financing : WHO Report 2008 » Genève.

WHO, UNICEF, UNFPA and the World Bank, 2007. «*Maternal Mortality in 2005* » Estimations établies par l'OMS, l'UNICEF, le FNUAP et la Banque mondiale. OMS, Genève.